

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III-208

Déposée par M. Hubert HAENEL, membre titulaire, et M. Robert BADINTER, membre suppléant.

Article III-208

Remplissant des critères de capacités militaires élevés et souhaitant entreprendre des engagements plus contraignants en cette matière en vue des missions plus exigeantes, les États membres, dont la liste figure à la déclaration ~~au protocole X annexée~~ à la Constitution, instaurent entre eux une coopération structurée au sens de [l'article 32, paragraphe 6 de la Partie I] de la Constitution. Les critères et les engagements en matière de capacités militaires que ces États membres ont définis sont repris dans la même déclaration ~~le même protocole~~.

1. Si un État membre souhaite participer à cette coopération à un stade ultérieur, en souscrivant aux obligations qu'elle impose, il informe le Conseil européen de son intention. Le Conseil délibère sur la demande de l'État membre en question, toutefois seuls les États membres participant à la coopération structurée statuent sur cette demande.

2. Seuls les États membres participant à la coopération adoptent des décisions relatives à l'objet de la coopération. Le Ministre des Affaires étrangères assiste aux délibérations. Les autres États membres sont dûment et régulièrement informés du développement de la coopération par le Ministre des Affaires étrangères.

3. Le Conseil peut confier aux États participant à cette coopération la réalisation, dans le cadre de l'Union, d'une mission visée à [l'article 17] de ce Titre.

Explication éventuelle :

Afin de faciliter le lancement de cette coopération structurée, il est préférable que les critères et engagements soient définis par une déclaration des États membres concernés, plutôt que par un protocole soumis à la règle de l'unanimité.